



Paris, le 13 avril 2007

Monsieur/Madame,

Vous avez choisi de présenter votre candidature à la Présidence de la République, qui joue comme vous le savez un rôle essentiel sur le plan européen.

En sa qualité de membre du Conseil européen, le/la futur(e) Président(e) de la République est appelé à s'impliquer très rapidement dans les réflexions politiques et institutionnelles actuellement conduites par l'Allemagne. Il lui faudra également engager sans délai la préparation de la présidence française de l'Union, prévue au second semestre de l'année 2008. Plus largement, il lui incombera de redéfinir le projet européen de notre pays après le référendum négatif de mai 2005 et de contribuer à redéfinir le sens de la construction européenne, 50 ans après la signature du Traité de Rome.

Parce que nous sommes pleinement conscients des défis qui sont aujourd'hui lancés à l'Union européenne, dans un contexte de défiance citoyenne, de réunification politique et de mondialisation, nos 3 organisations, EuropaNova, le Mouvement européen et Notre Europe ont été à l'initiative des premiers Etats généraux de l'Europe, qui ont eu lieu à Lille le 17 mars dernier, en présence de nombreuses personnalités politiques et de la société civile et de 3000 participants.

De nombreuses prises de position et propositions ont été formulées au cours de ces Etats généraux, dont une synthèse sera transmise au Conseil européen de juin 2007. Compte tenu de l'importance de l'enjeu et de l'imminence de l'élection présidentielle, nous souhaitons vous interpeller sur celles qui sont apparues comme les plus emblématiques à nos yeux comme à ceux des organisations partenaires des Etats généraux.

Nous appelons donc votre attention sur le document joint au présent courrier et vous remercions de nous indiquer quelle est votre position à l'égard des positions et propositions qu'il contient pour chacune des 6 valeurs qui nous paraissent au cœur de la construction européenne.

Nous sommes naturellement à votre disposition pour toute précision ou tout échange de vues que vous jugeriez utile.

Veillez croire, Monsieur, en l'assurance de notre très haute considération.

Sylvie Goulard
Mouvement européen

Guillaume Klossa
EuropaNova

Gaëtane Ricard-Nihoul
Notre Europe

PARTENAIRES

Les 1ers Etats généraux de l'Europe ont été organisés par

- Europanova
- Le Mouvement Européen
- Notre Europe

En partenariat avec

- Ville de Lille
- Parlement Européen
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille
- Région Nord Pas de Calais
- Ministère des Affaires Européennes
- Institut d'Etudes Politiques
- EDHEC

Avec le soutien de

- ARRI
- Association Française du Conseil des Communes et des Régions d'Europe
- Association pour une Europe fédérale
- CitéPhilo (Philolille)
- CAF ECS
- C FDT
- Confrontations
- Confrontations Europe
- Fondation pour l'Innovation Politique
- Fondation Hippocrène
- Fondation Robert Schuman
- Groupe des Belles Feuilles
- Mission Agrobiosciences
- Sauvons l'Europe
- UNSA
- www.touteurope.fr
- www.traitederome.fr
- Visions d'Europe
- Voyageurs du Monde
- APEF
- Confédération étudiante
- IDDRI
- République des idées
- Inter-LGBT
- Acteurope
- Institut Thomas Moore
- Futur présent
- European citizen initiative
- Parlement des jeunes
- ACAS
- Jeunes européens

En collaboration avec

- France Culture
- cafebabel.com
- Euractiv
- Eurosduvillage
- lefigaro.fr
- LillePlus
- Nord Eclair
- Voix du Nord
- Club de la presse de Lille
- Taurillon.org
- Le nouvel observateur

ETATS GENERAUX DE L'EUROPE – LILLE – SAMEDI 17 MARS 2007 50^e anniversaire du Traité de Rome

Fierté européenne : un pari, une fête, un foisonnement de débats

Il y a quelques mois, trois organisations, Europeanova, le Mouvement européen France et Notre Europe, ont souhaité que l'anniversaire des 50 ans du Traité de Rome soit l'occasion d'une vraie célébration en France, d'envergure nationale et mobilisant la société civile dans toute sa diversité. Bien sûr, tout n'est pas parfait aujourd'hui. Et pourtant, même s'il y a encore de nombreuses étapes à franchir, même si l'Europe vit une période d'incertitude après les « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel, l'Union européenne reste l'invention politique la plus ambitieuse et idéaliste jamais réalisée. Et que l'Europe vive une des plus longues périodes de paix de son histoire doit être constamment rappelé et admiré. Certes, c'est à une nouvelle génération de prendre le relais afin d'écrire la prochaine page de l'histoire de l'intégration européenne. Mais comment le faire sans saluer ce qui a été accompli, sans remercier ceux grâce à qui tout cela a été possible et sans s'inspirer à nouveau de cette philosophie révolutionnaire des Pères fondateurs qui a permis la réconciliation par la création d'une solidarité de fait.

Les premiers Etats Généraux de l'Europe, qui ont lancé le samedi 17 mars à Lille la semaine de célébration du 50^e anniversaire du Traité de Rome, ont mobilisé plus de 3000 personnes et une quarantaine de partenaires. Personnalités politiques, représentants de la société civile, entrepreneurs, syndicalistes, étudiants, citoyens de tous âges et de tous horizons, ont réfléchi ensemble, lors de débats en réunions plénières et en ateliers, à des thématiques les plus variées. Dans un village associatif, les organisations présentes ont pu faire part de leur activité et montrer comment les participants pouvaient prolonger demain leur action européenne. Un café littéraire a réuni plusieurs auteurs d'ouvrages sur l'Europe qui ont répondu aux questions du public et dédié leur livre. En sortant des salles pleines à craquer, entre deux ateliers, les participants prenaient un verre au comptoir. Le pari de la fête et d'un grand foisonnement de débats et d'idées, autour du thème de la fierté européenne, a été réussi.

Les débats structurés autour des valeurs qui fondent l'unité européenne ont d'abord porté sur ce qui a été accompli durant ce demi-siècle. Les participants se sont demandé dans quelle mesure les projets fondés sur les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, de responsabilité, de démocratie, de diversité qui sous-tendent la construction européenne ont pu être mis en œuvre. Ils ont identifié les résultats qui les rendent fiers d'être Européen. Mais ce type de réflexion n'a de sens que si elle permet de se projeter dans l'avenir, de savoir pour quoi, en 2057, ils ressentiront encore cette fierté européenne. Ces Etats Généraux ont aussi été l'expression d'un engagement pour l'avenir, fort de la conviction que l'intégration européenne est la seule chance pour l'Europe de peser dans le monde de demain. Les pistes tracées ont été nombreuses. Elles feront l'objet d'un rapport qui sera transmis aux candidats à la présidence de la République et au Conseil européen. En attendant, six propositions fortes, dégagées des échanges très riches qui ont eu lieu, sont exposées ci-dessous

Les Etats Généraux de Lille, ce n'était pas le énième colloque sur l'Europe, c'était un véritable mouvement, celui d'hommes et de femmes, issus de toutes les générations et de milieux divers, Européens engagés ou non, qui ont voulu participer à une célébration historique et se mobiliser pour demain. Ce mouvement a réussi au moins une chose : briser le tabou européen qui domine les débats politiques en France depuis le « non » français du 29 mai 2005 au Traité constitutionnel. Nombreux sont ceux en France qui assument leur fierté européenne. Ils sont prêts à la faire grandir demain et à franchir une nouvelle étape de la construction européenne.

Les valeurs de l'Union : un engagement, six propositions

« L'Europe des résultats », « l'Europe par la preuve », « l'Europe des actions concrètes », la mode est aux slogans qui, à juste titre, cherchent à revenir à l'essentiel, à savoir démontrer la pertinence du projet européen aux citoyens. En même temps, il faut aussi rappeler sans cesse que le projet d'intégration européenne est avant tout une ambition politique, fondée sur un ensemble de valeurs. Les actions concrètes n'ont de sens que si elles s'inscrivent dans une vision globale qui soit fidèle à ce pacte fondateur.

C'est pourquoi les organisateurs des Etats Généraux ont souhaité orienter les débats autour de six valeurs fondamentales pour l'Union européenne : la liberté, la solidarité, la démocratie, l'égalité, la diversité et la responsabilité. Par ce biais, seize thématiques différentes ont été abordées dans les ateliers suivants:

- L'égalité des droits : l'accélérateur européen ?
- Une démocratie européenne à réinventer ?
- Le marché et la libre circulation, une évidence ?
- La liberté d'entreprendre, le devoir d'innover ?
- Environnement et climat : l'Europe en pointe ?
- Le dialogue social, porteur de solidarités ?
- La politique de cohésion : pilier de la solidarité ?
- Une union d'Etats et de peuples : vers un nouveau fédéralisme ?
- La diversité culturelle, une richesse pour l'Union ?
- Le co-développement ou l'Europe solidaire du reste du monde ?
- La solidarité par l'euro, une réalité ?
- L'agriculture européenne : quel avenir ?
- La mobilité des jeunes : construire l'Europe de demain
- La liberté de la presse, un combat permanent ?
- La lutte contre l'exclusion : un objectif européen ?
- L'Europe : une voix dans le monde de demain ?

Les analyses et propositions fortes n'ont pas manqué. En voilà six, que les organisateurs ont choisi de mettre en avant afin d'interpeller les responsables politiques :

1. **Démocratie** : les efforts de construction d'un espace public européen, de renforcement du Parlement européen comme du lien entre les résultats des élections de celui-ci et la désignation de la Commission européenne sont indispensables pour le maintien de la vigueur démocratique européenne, sujet de fierté pour les participants. Mais ceux-ci n'auront aucun effet si les hommes et femmes politiques nationaux continuent de prendre une décision au sein du Conseil des Ministres européen et de blâmer ensuite cette directive de « Bruxelles ».

Les Etats Généraux de l'Europe appellent les responsables politiques nationaux à assumer les décisions qu'ils prennent dans les enceintes européennes au nom de leur pays et surtout à les rendre publiques, à les expliquer et les justifier aux citoyens une fois de retour dans leur capitale. Cela passe par la transparence des débats et des votes au Conseil des ministres, le renforcement du rôle des parlements nationaux, des relais démocratiques locaux et des outils de communication en général sur l'actualité européenne dans les Etats membres.

2. **Diversité** : cette construction originale qu'est l'Union européenne a permis, en empruntant au fédéralisme, de rassembler tout en respectant les diversités, en particulier sur le plan culturel. Les participants ont exprimé leur fierté pour ce territoire européen vivier de créations et promoteur de la diversité culturelle.

Pourtant les efforts faits par l'UE pour relayer cette conception de la diversité culturelle sur la scène internationale restent mal connus et insuffisants.

Les Etats Généraux de l'Europe appellent les décideurs européens et nationaux à faire de cette diversité culturelle une force dans les négociations internationales. Ils les engagent à mieux faire connaître la Déclaration de l'Unesco sur la diversité culturelle et le rôle majeur qu'a joué l'UE dans sa préparation. Ils leur demandent de la faire vivre au niveau international, en lui donnant le poids politique et le statut (la culture doit notamment garder une place à part dans les négociations commerciales) qu'elle mérite.

3. **Liberté** : les « 4 libertés » ont été placées au fondement du projet européen pour favoriser le rapprochement des citoyens de l'Union et leur permettre de profiter d'un vaste espace d'échanges : elles font à ce titre partie de l'héritage revendiqué d'un demi-siècle de construction européenne. Si la libre circulation des biens et services est jugée très positive pour le pouvoir d'achat et de choix des consommateurs, elle est parfois aussi perçue avec inquiétude, notamment lorsqu'elle concerne les services publics. Pour imparfaite qu'elle soit, la libre circulation des personnes est quant à elle perçue comme un vrai motif de fierté et comme un symbole de la réconciliation européenne : elle a été soutenue par des programmes d'échanges – notamment Erasmus - qui sont devenus emblématiques de l'Union européenne.

L'Europe d'aujourd'hui et de demain ne se construira que si la jeunesse se l'approprie et rêve son avenir : pour comprendre l'Europe et avoir le sentiment d'appartenir à une communauté, les jeunes doivent pouvoir bouger, être libres de circuler et de connaître une expérience dans d'autres pays, apprendre d'autres langues. Les Etats Généraux de l'Europe appellent donc les décideurs européens et nationaux à fixer des objectifs très ambitieux pour la mobilité des jeunes, en augmentant considérablement les budgets qui y sont alloués et en veillant à ce que les personnes aux revenus plus modestes puissent y accéder. Reprenant une proposition de Jacques Delors, ils demandent, au minimum et à court terme, le triplement du budget Erasmus et proposent également le renforcement du Service Volontaire Européen par la mise en place d'un Service Civique Européen généralisé et amplifié.

4. **Solidarité** : la construction européenne a placé la solidarité au cœur de l'Union : solidarité vis-à-vis des agriculteurs, avec la Politique agricole commune, qui demeure le premier poste du budget communautaire ; solidarité entre régions et pays, avec les fonds structurels et de cohésion ; solidarité entre les générations, avec le Pacte de stabilité et de croissance, qui prescrit les déficits et dettes excessifs ; solidarité au sein des entreprises européennes également, avec l'émergence d'un dialogue social européen, notamment au sein des comités d'entreprises. Ces mécanismes et politiques représentent un motif de fierté, même s'ils sont bien sûr perfectibles sur tel ou tel aspect.

Les Etats généraux de l'Europe considèrent cependant que la solidarité qui inspire plusieurs politiques majeures de l'Union européenne sera plus concrète et plus visible si elle est servie par des politiques rénovées : mise en place d'une politique agricole commune encore plus soucieuse des paysans modestes, des consommateurs et de l'environnement ; mise en œuvre de la politique de cohésion confiée à ses bénéficiaires directs, c'est-à-dire aux collectivités locales et aux associations ; enfin gestion de l'eurozone orientée vers la maîtrise de l'inflation et des déficits, mais aussi au soutien plus direct de la croissance.

5. **Egalité** : dès ses origines, la construction européenne a placé l'égalité parmi ses valeurs fondamentales, aussi bien au sein du Conseil de l'Europe que dans le cadre du Traité de Rome. Sur ces bases, la Communauté européenne a adopté

toute une série de mesures anti-discrimination, notamment au bénéfice des femmes, qui ont eu un impact majeur dans les pays qui l'ont rejoint au fil des décennies. L'Union européenne s'efforce aujourd'hui de développer des initiatives en matière de lutte contre l'exclusion, même si ce sont ses Etats membres qui disposent des principales compétences dans ce domaine.

La Charte des droits fondamentaux proclamée à Nice en 2000 place elle aussi l'égalité au cœur des valeurs de l'Union, mais elle demeure peu connue et essentiellement déclarative : les Etats généraux de l'Europe plaident pour qu'elle devienne contraignante juridiquement et que chaque citoyen de l'Union puisse saisir les juridictions compétentes afin de faire respecter ses droits sur ce registre, comme vis-à-vis des autres valeurs proclamées par la Charte.

6. **Responsabilité** : ces valeurs d'égalité, de liberté, de diversité, de démocratie et de solidarité n'auront de sens demain que si les décideurs et citoyens européens s'en sentent responsables et sont prêts à les faire vivre en Europe et dans le monde. L'Europe doit pouvoir porter ses valeurs et sa vision du monde sur la scène internationale, d'une seule et forte voix. Les participants se disent fiers de la force d'attraction qu'exerce le modèle européen dans le monde et du fait que l'UE soit le premier donateur d'aide au développement. Mais beaucoup d'efforts restent à faire dans ce domaine et l'UE n'est pas encore un véritable acteur politique. Elle manque de représentation sur la scène extérieure.

Les Etats Généraux de l'Europe plaident pour que l'aide au développement reste une priorité à la fois stratégique et humaniste pour l'UE, en particulier pour l'Afrique, et permette de créer les conditions d'amélioration démocratique et de transparence. Ils proposent d'étendre le Service Civique Européen à destination des pays en développement. Ils appellent les décideurs européens et nationaux à s'engager fermement dans la mise en place d'un Ministre des Affaires Etrangères européen, en tant que Vice-président de la Commission européenne, et d'un service diplomatique européen. Ils proposent que l'Union contribue à apporter une réponse aux défis planétaires en participant, sur la base de son expérience de réconciliation des anciens ennemis et de mise en commun des souverainetés, à la réforme des institutions internationales orientée vers la satisfaction des besoins humains fondamentaux.